

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
AXR/608

**Arrêté du 19 mars 2021
portant prescriptions complémentaires à la société STEIH
relatives au fonctionnement de la barrière hydraulique implantée sur son site situé sur la
commune de Huningue et à la surveillance de la qualité des eaux souterraines**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et en particulier l'article R.512-39-4,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015,

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Ill-Nappe-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 1 juin 2015,

VU l'arrêté préfectoral du 7 avril 2016 portant prescriptions complémentaires à la STEIH relatives à la réhabilitation du site de HUNINGUE,

VU l'étude « Proposition de programme de surveillance des eaux souterraines » en date du 6 mai 2020,

VU le rapport du 27 janvier 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant les termes de l'article R.512-39-4 du code de l'environnement indiquant que « A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage. »

Considérant que malgré la remédiation du site, il persiste une pollution des eaux souterraines,

Après communication au demandeur du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}: la Société de Traitement des Eaux Industrielles de Huningue (STEIH Sàrl) dont le siège social est situé 8 rue de l'Industrie à Huningue (68330), est dénommée « l'exploitant » dans le présent arrêté. Le site concerné par le présent arrêté est situé avenue de Bâle - BP 107 à Huningue (68331). L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Article 2: la barrière hydraulique actuellement en fonctionnement est arrêtée. L'exploitant conserve le puits ST 13 en état de fonctionnement, ainsi que la station de traitement des eaux pompées constituée d'un filtre à sable et de 2 filtres à charbon actif en série. L'ensemble est remis en fonctionnement en cas de dégradation de la qualité des eaux souterraines.

Article 3: un suivi de la qualité des eaux souterraines est réalisé sur le réseau précisé ci-dessous ainsi que sur le puits ST 13.

Point de mesure	X (L93)	Y (L93)	Niveau de référence (NGF IGN69)	Profondeur (m)	Mesure niveau	Analyses
PZ1.2	1044178.32	6729645.76	257.47	19.00	oui	oui
PZ1.4	1044190.32	6729770.91	256.733	20.2	oui	oui
PZ2.1	1044328.07	6729585.27	251.08	15.00	oui	oui
PZ2.2	1044317.34	6729689.75	250.77	13.50	oui	oui
PZ2.3	1044310.65	6729757.61	250.79	13.40	oui	oui
PZ2.4	1044308.17	6729818.72	250.31	13.30	oui	oui
PZ4.1	1044257.35	6729872.60	255.36	20.00	oui	non
PZ4.2	1044250.32	6729893.75	255.48	18.00	oui	non
PZ8	1044309.70	6729879.11	249.27	13.00	oui	oui
PZ11	1044261.29	6729915.99	254.70	18.75	oui	oui
ST13	1044254.44	6729904.81	255.18	17.20	oui	oui
BASF_PZ1	1044299.00	6729932.00	249.40	18.60	oui	oui
RP_101	1044369.52	6729429.42	246.53	NA	oui	non
RP_102	1044336.01	6730030.76	245.23	NA	oui	non

Les paramètres suivants sont analysés trimestriellement.

Paramètre
alpha-HCH
beta-HCH
delta-HCH
epsilon-HCH
gamma-HCH
1,2,3-trichlorobenzène
1,2,4-trichlorobenzène
1,3,5- trichlorobenzène
1,2,3,4- tétrachlorobenzène
1,2,3,5/1,2,4,5- tétrachlorobenzène
Benzène

Article 4 – CODE BSS ET POINT SUR L'ARRÊT DU TRAITEMENT

1 an après l'arrêt du pompage, l'exploitant transmet les codes BSS des ouvrages du réseau piézométrique. Il transmet également un bilan annuel des analyses pour statuer sur l'arrêt définitif ou la reprise du pompage.

Article 5 - ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles prescrits, obligatoirement accompagnés de graphiques avec échelles lisibles et de commentaires.

En cas d'anomalie ou de dépassement, ces commentaires :

- signalent explicitement le problème ;
- en précisent les causes lorsqu'elles sont connues ou indiquent les recherches engagées pour les déterminer ;
- indiquent les mesures prises ou prévues pour corriger la situation ou, à défaut, les recherches engagées en ce sens.

La transmission des résultats par voie électronique à l'adresse GIDAF : <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/> est à privilégier. Dans ce cas, l'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

Article 6 – PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Huningue pour y être consultée. Un extrait est affiché dans la dite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de Huningue.

Cet arrêté est affiché en permanence et de façon visible à l'entrée du chantier par les soins

de l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pour une durée minimale de 4 mois.

Article 7 – DROIT DES TIERS, DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 8 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Huningue, le directeur départemental des territoires et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 19 mars 2021

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ANNEXE 1

